

Modification n° 1 du PLU de Groisy

1-Additif au rapport de présentation

COORDONNEES DU MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage de la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal est :

Madame la Présidente de la Communauté d'agglomération
Grand Annecy
46 avenue des Îles
BP 90270 7
4007 Annecy cedex

Téléphone : (+33) 4 50 63 48 48
Télécopie : (+33) 4 50 63 48 58
Email : amenagement@grandannecy.fr

Sommaire

Introduction	3
1. Objet du présent document.....	3
2. Présentation générale de la procédure	4
2.1.1. Présentation synthétique de Groisy	4
1. Descriptions des évolutions apportées.....	5
1.1. Adaptation du règlement écrit	6
1.2. Modification du règlement graphique	14
1.2.1. Modification de zonage à la suite d’une erreur de classement	14
1.2.2. Evolution du secteur de Longchamp.....	16
1.3. Création d’Orientation d’Aménagement et de Programmation sectorielle n° 12.....	18
2.Exposé	25
2.1 Les caractéristiques principales du PLU.....	25
2.1.1. Document d'urbanisme en vigueur	25
2.1.2. Choix de la procédure.....	25
2.2. Confortement des orientations et objectifs définies par le PADD	26
3. Prise en compte des documents supra-communaux.....	29
3.1. Compatibilité du PLU avec le Schéma Directeur d’Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin Rhône-Méditerranée.....	29
3.2. Compatibilité du PLUiH avec le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) du bassin annecien	30
3.3. Prise en compte du Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE)	30
3.4. Prise en compte du Schéma Régional Climat-Air-Energie (SRCAE).....	31
4. Pièces modifiées	31

Introduction

1. OBJET DU PRESENT DOCUMENT

Le présent document a pour objet de compléter le rapport de présentation du PLU de Groisy et de présenter les évolutions apportées au dit PLU à l'occasion de sa modification n°1, conformément aux dispositions de l'article R151-5 du Code de l'urbanisme.

Article R151-5:

« Le rapport de présentation est complété par l'exposé des motifs des changements apportés lorsque le plan local d'urbanisme est:

1° Révisé dans les cas prévus aux 2° et 3° de l'article L. 153-31 ;

2° Modifié;

La présente procédure est régie par les dispositions des articles L153-36, L151-37 et L153-40 à L153-44 du Code de l'Urbanisme, qui stipulent notamment:

Article L153-36

« Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L. 153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions. »

Article L153-37

« La procédure de modification est engagée à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire qui établit le projet de modification. »

Article L153-40

« Avant l'ouverture de l'enquête publique ou avant la mise à disposition du public du projet, le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire notifie le projet de modification aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9.

Le projet est également notifié aux maires des communes concernées par la modification. »

Article L153-41

« Le projet de modification est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire lorsqu'il a pour effet:

1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;

2° Soit de diminuer ces possibilités de construire;

3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser. »

Article L153-42

« Lorsque la modification d'un plan local d'urbanisme intercommunal ne concerne que certaines communes, l'enquête publique peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes.»

Article L153-43

« A l'issue de l'enquête publique, ce projet, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête, est approuvé par délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou du conseil municipal. »

Article L153-44

« L'acte approuvant une modification devient exécutoire dans les conditions définies aux articles L. 153-25 et L. 153-26. »

2. PRESENTATION GENERALE DE LA PROCEDURE

2.1.1. Présentation synthétique de Groisy

La commune de Groisy a approuvé en février 2020 son PLU pour rendre compatible son document d'urbanisme avec le SCoT du Bassin annécien approuvé en 2014 et définir de nouveaux objectifs pour les années à venir.

La commune de GROISY est située à environ 15 km au Nord d'Annecy.

Le territoire communal est en lien direct avec le bassin annécien d'une part, la vallée de l'Arve et Genève d'autre part. Groisy se situe à quelques kilomètres d'une entrée d'autoroute, ce qui lui permet de relier aisément Genève, située à 30 km par l'A41.

La commune a une superficie de 2144 ha et s'étend des rives de la Fillière à 520 m, jusqu'au plateau des Bornes culminant à 871 m d'altitude.

La commune est mitoyenne des communes de :

- FILLIÈRE (VAL'GLIÈRES) et CHARVONNEX membres du GRAND ANNECY
- VILLY-LE-PELLOUX, CRUSEILLES, VILLY-LE-BOUVERET et MENTHONEX-EN-BORNES membres de la communauté de communes du Pays de Cruseilles.

Groisy compte 3 990 habitants en 2021.

Historique

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) a été approuvé le 20 février 2020 par le Conseil communautaire du Grand Annecy. Le PLU n'a pas évolué depuis.

En parallèle, le PLUI valant PLH et PDU du Grand Annecy a été prescrit le 28 juin 2018. Ce document d'urbanisme couvrira l'ensemble du périmètre du Grand Annecy. Cette délibération a été complétée le 25 mars 2021 par la dimension bioclimatique.

Le débat du PADD du PLUI HMB a eu lieu le 29 juin 2023.

La procédure de Modification n°1 :

La procédure de modification n°1 du PLU de Groisy a été prescrite par arrêté de Madame la Présidente du Grand Annecy n°ARR-2024-06 le 15/02/2024.

Un document d'urbanisme est destiné à s'adapter et/ou à s'étoffer pour prendre en compte les **différentes évolutions réglementaires, politique et du territoire** qui peuvent accompagner l'urbanisme. Document éminemment stratégique, il a semblé nécessaire d'effectuer cette modification.

Conformément à l'article L153-36 du Code de l'urbanisme, le Grand Annecy, compétent en PLU, souhaite modifier le PLU pour :

- **dans le règlement écrit :**
 - o adapter les règles de hauteurs et les prospects en zone Uxa ;
 - o mettre en conformité le règlement écrit avec les annexes sanitaires ;
- **dans le règlement graphique :**

- créer une nouvelle zone Uxa dans le secteur de Longchamp
- ajouter un secteur d'EBC sur le secteur de Longchamp ;
- sortir une habitation de la zone Uer pour la classer en UAc à proximité des voies SNCF;
- **dans les orientations d'aménagement et de programmation:**
 - créer une OAP sectorielle sur le secteur de Longchamp pour encadrer son aménagement ;

Nota : cette procédure n'est pas de nature à remettre en cause l'ensemble du contenu du PLU opposable ni son économie générale.

Rappel des étapes de la procédure

La procédure engagée doit veiller à respecter les obligations légales :

La procédure de modification est engagée à l'initiative de la Présidente du Grand Annecy qui établit le projet de modification. Un arrêté pris dans ce sens a été affiché au siège du Grand Annecy et en mairie de Groisy pendant un minimum d'un mois. Il sera également mis en ligne sur le site internet du Grand Annecy.

Le dossier est notifié au Préfet et aux personnes publiques associées avant l'enquête publique.

Le dossier est mis à l'enquête publique pendant une durée d'un mois avec un Commissaire enquêteur nommé par le Tribunal administratif

A l'issue de l'enquête publique, ce projet, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, est approuvé par délibération du conseil communautaire.

La publicité et l'information

La délibération qui approuvera la modification fera l'objet des mesures de publicité prévues à l'article R153-20 du code l'urbanisme.

L'acte sera affiché pendant un mois au siège du Grand Annecy et à la Mairie de Groisy.

Il y aura mention de cet affichage et il sera inséré en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

1. Descriptions des évolutions apportées

Les éléments figurant ci-dessous constituent l'exposé des motifs des modifications du PLU qui compléteront le rapport de présentation du PLU.

La modification du PLU a été réalisée dans **une démarche itérative et de respect du code de l'urbanisme, des documents supra-communaux, de l'organisation urbaine, des caractéristiques paysagères, des milieux naturels et continuités écologiques, des risques et de l'activité économique**. Dans cette démarche, chaque évolution du volet réglementaire est cohérente avec les choix politiques issus de la hiérarchisation des enjeux lors de l'élaboration du PLU. L'objectif étant de pouvoir expliquer et justifier les évolutions des règles.

1.1. ADAPTATION DU REGLEMENT ECRIT

Le règlement écrit va être adapté :

- en secteur Uxa :
 - o article Uxa 4-1 : l'implantation par rapport au domaine public va être réduit hors agglomération de 25 m à 18 m minimum de l'axe des routes départementales classées en catégorie structurante : R.D. 2 et 1203 et de 18m à 12 m minimum par rapport à l'axe des autres RD ;
 - o article Uxa 4-4-1 : la hauteur totale des constructions va être augmentée de 12 m à 17m.
- pour le mettre en conformité avec les annexes sanitaires.

Une orientation d'aménagement et de programmation sectorielle va être créée sur le nouveau Uxa d Longchamp.

L'objectif est de consolider la rédaction de la partie écrite du règlement du PLU. Ces modifications permettent de rendre opérationnel le secteur Uxa de Longchamp et de mettre en compatibilité et en cohérence le règlement écrit du PLU de Groisy avec les annexes sanitaires.

Vous trouverez ci-dessous un tableau reprenant les articles modifiés AVANT/APRES.

Le règlement complet mis à jour accompagnera la notice d'approbation.

~~Ce qui est en rouge et barré correspond à ce que la modification propose de supprimer.~~

Ce qui est en vert correspond à ce que la modification n° 2 propose de modifier ou d'ajouter.

Ce qui est en gras correspond à la justification de la collectivité.

Objectif / Justification	Règlement actuel	Propositions de rédaction
Secteur Uxa de Longchamp		
L'objectif est d'afficher ce nouveau secteur classé en Uxa et d'adapter les règles d'implantation par rapport à la route départementale et de hauteur afin d'optimiser les tènements fonciers à vocation dominante de gestion et de développement des activités artisanales et industrielles de proximité pour répondre à la demande des professionnels qui ne trouvent pas de locaux ou d'espaces dédiés.	<p>3. CARACTERE DE LA ZONE : Le secteur Ux correspond aux secteurs d'accueil de constructions à vocation économique. Au sein de ce secteur, sont identifiés :</p> <p>1.1.1.1. Secteurs Uxa,</p> <ul style="list-style-type: none"> correspondant au périmètre de la Z.A.E. actuelle dite « Z.A.E. des Mouilles », à La Gare-Boisy et aux zones artisanales situées aux lieux-dits « Chez les Barons », « Raies Longues » et « Chez Diossaz », à vocation dominante de gestion et de développement des activités artisanales et industrielles. 	<p>4. CARACTERE DE LA ZONE : Le secteur Ux correspond aux secteurs d'accueil de constructions à vocation économique. Au sein de ce secteur, sont identifiés :</p> <p>1.1.1.2. Secteurs Uxa,</p> <ul style="list-style-type: none"> correspondant au périmètre de la Z.A.E. actuelle dite « Z.A.E. des Mouilles », à La Gare-Boisy et aux zones artisanales situées aux lieux-dits « Chez les Barons », « Raies Longues » et « Chez Diossaz » et au lieudit « Longchamp », à vocation dominante de gestion et de développement des activités artisanales et industrielles.
	<p>ARTICLE Ux4 : VOLUMÉTRIE ET IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS 4-1/ Implantation des constructions par rapport au domaine public</p> <p>Les constructions doivent s'implanter :</p> <ul style="list-style-type: none"> En agglomération : avec un retrait de 10m minimum par rapport à la limite des voies publiques et aux voies privées ouvertes au public réalisées à l'intérieur de la zone. Hors agglomération : <ul style="list-style-type: none"> avec un retrait de 25 m minimum de l'axe des routes départementales classées en catégorie structurante : R.D. 2 et 1203. 	<p>ARTICLE Ux4 : VOLUMÉTRIE ET IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS 4-1/ Implantation des constructions par rapport au domaine public</p> <p>Les constructions doivent s'implanter :</p> <ul style="list-style-type: none"> En agglomération : avec un retrait de 10m minimum par rapport à la limite des voies publiques et aux voies privées ouvertes au public réalisées à l'intérieur de la zone. Hors agglomération :

	<p>o avec un retrait de 18m minimum par rapport à l'axe des autres RD.</p> <p>Les ouvrages techniques, et les installations nécessaires au fonctionnement des services publics, ou d'intérêt collectif, peuvent être implantés jusqu'en limite de l'emprise des voies publiques et des voies privées ouvertes au public.</p>	<ul style="list-style-type: none"> o avec un retrait de 25 m minimum de l'axe des routes départementales classées en catégorie structurante : R.D. 2 et 1203. o avec un retrait de 18m minimum par rapport à l'axe des autres RD. <p>- Hors agglomération, en secteur Uxa :</p> <ul style="list-style-type: none"> o avec un retrait de 18 m minimum de l'axe des routes départementales classées en catégorie structurante : R.D. 2 et 1203. o avec un retrait de 12 m minimum par rapport à l'axe des autres RD. <p>Les ouvrages techniques, et les installations nécessaires au fonctionnement des services publics, ou d'intérêt collectif, peuvent être implantés jusqu'en limite de l'emprise des voies publiques et des voies privées ouvertes au public.</p>
	<p>4-4/ hauteur Ces dispositions ne s'appliquent pas aux équipements d'intérêt collectif et aux services publics.</p> <p>Les installations techniques sont exclues du calcul de hauteur : les antennes ainsi que les cheminées. Les autres installations techniques telles que les ventilations, les ascenseurs, ... ne peuvent pas dépasser ces cotes.</p> <p>4-4-1- <u>EN SECTEUR UXA</u></p> <p>La hauteur totale des constructions ne devra pas excéder 12m.</p>	<p>4-4/ hauteur Ces dispositions ne s'appliquent pas aux équipements d'intérêt collectif et aux services publics.</p> <p>Les installations techniques sont exclues du calcul de hauteur : les antennes ainsi que les cheminées. Les autres installations techniques telles que les ventilations, les ascenseurs, ... ne peuvent pas dépasser ces cotes.</p> <p>4-4-1- <u>EN SECTEUR UXA</u></p> <p>La hauteur totale des constructions ne devra pas excéder 12m 17 m.</p>

Objectif / Justification	Règlement actuel	Propositions de rédaction
Mise en conformité avec les annexes sanitaires		
<p>L'objectif est d'éviter les difficultés d'application ou d'interprétation rencontrées lors l'instruction des autorisations d'urbanisme. Il s'agit de mettre à jour la rédaction du PLU approuvé en 2020 avec le zonage de gestion des eaux pluviales.</p> <p>Pour rappel, c'est la disposition la plus récemment intégrée au PLU qui s'applique.</p> <p>Tous les secteurs sont concernés.</p>	<p>Secteurs Ua/Ub/Uc/Ue/Ux/A/N 9-3/ Eaux pluviales</p> <ul style="list-style-type: none"> La gestion quantitative et qualitative des eaux pluviales doit respecter les prescriptions des annexes sanitaires et du zonage de l'assainissement – volet eaux pluviales. Toute construction, toute surface imperméable nouvellement créée doit être équipée d'un dispositif d'évacuation des eaux pluviales assurant leur collecte, leur rétention et leur infiltration dans les sols lorsque ceux-ci le permettent. En cas de projet de rénovation, réhabilitation, extension, le dispositif doit être dimensionné à l'échelle de l'ensemble du bâtiment. En cas de pollution potentielle des eaux pluviales (aire de lavage, de carburants, d'atelier de mécanique, de carrosserie, ...), celles-ci devront être traitées par décantation et séparation des hydrocarbures avant rejet. Les ruissellements de surface préexistant doivent pouvoir se poursuivre après aménagement. En aucun cas les aménagements ne doivent faire obstacle à la possibilité de ruissellement de surface de l'amont vers l'aval. De manière générale et complémentairement aux dispositions prévues ci-avant, il conviendra de maintenir voire de remettre en état les écoulements existants sur le terrain d'assiette. 	<p>Secteurs Ua/Ub/Uc/Ue/Ux/A/N 9-3/ Eaux pluviales</p> <p>Tout nouvel aménagement ou construction doit respecter les règles imposées par le zonage eaux pluviales. Elles s'appliquent, par la voie du présent règlement, à l'intégralité du territoire.</p> <p>En complément des règles générales énoncées dans la présente sous-section, il est renvoyé à la notice et aux cartes du zonage eaux pluviales annexé au PLU.</p> <p>9-3-1 Règle applicable à tous les niveaux de pluie</p> <ul style="list-style-type: none"> La gestion quantitative et qualitative des eaux pluviales doit respecter les prescriptions des annexes sanitaires et du zonage de l'assainissement – volet eaux pluviales Toute construction, toute surface imperméable nouvellement créée doit être équipée d'un dispositif d'évacuation des eaux pluviales assurant leur collecte, leur rétention et leur infiltration dans les sols lorsque ceux-ci le permettent. En cas de projet de rénovation, réhabilitation, extension, le dispositif doit être dimensionné à l'échelle de l'ensemble du bâtiment. En cas de pollution potentielle des eaux pluviales (aire de lavage, de carburants, d'atelier de mécanique, de carrosserie, ...), celles-ci devront être traitées par décantation et séparation des hydrocarbures avant rejet. Les ruissellements de surface préexistant doivent pouvoir se poursuivre après aménagement. En aucun cas les aménagements ne doivent faire obstacle à la possibilité de ruissellement de surface de l'amont vers l'aval.

	<ul style="list-style-type: none"> • Seul l'excès de ruissellement peut être rejeté dans le réseau public après qu'aient été mises en œuvre, sur la parcelle privée, toutes les solutions susceptibles de limiter et d'étaler les apports pluviaux. La mise en place d'un dispositif de récupération des eaux pluviales en limite du domaine public est exigée sur les voies et accès privés, afin que les eaux de ruissellement ne s'écoulent pas sur la voie publique. • Lorsque les eaux pluviales collectées par les aménagements réalisés sur l'assiette foncière ne peuvent pas être rejetées dans le réseau d'eaux pluviales dimensionné à cet effet, elles devront être traitées par un dispositif individuel d'évacuation dimensionné pour les besoins de l'opération, sans être canalisées et rejetées dans le réseau d'assainissement propre de la voirie publique. • Les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales sont à la charge du bénéficiaire de l'autorisation d'urbanisme qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain. 	<ul style="list-style-type: none"> • De manière générale et complémentarément aux dispositions prévues ci-avant, il conviendra de maintenir voire de remettre en état les écoulements existants sur le terrain d'assiette. • Seul l'excès de ruissellement peut être rejeté dans le réseau public après qu'aient été mises en œuvre, sur la parcelle privée, toutes les solutions susceptibles de limiter et d'étaler les apports pluviaux. La mise en place d'un dispositif de récupération des eaux pluviales en limite du domaine public est exigée sur les voies et accès privés, afin que les eaux de ruissellement ne s'écoulent pas sur la voie publique. • Lorsque les eaux pluviales collectées par les aménagements réalisés sur l'assiette foncière ne peuvent pas être rejetées dans le réseau d'eaux pluviales dimensionné à cet effet, elles devront être traitées par un dispositif individuel d'évacuation dimensionné pour les besoins de l'opération, sans être canalisées et rejetées dans le réseau d'assainissement propre de la voirie publique. • Les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales sont à la charge du bénéficiaire de l'autorisation d'urbanisme qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain. <p>Les eaux pluviales doivent être gérées à l'aide de dispositifs séparatifs, c'est-à-dire propres aux eaux pluviales et de ruissellement, sans aucune connexion avec des réseaux d'eaux usées.</p> <p>9-3-2 Règles par niveaux de pluie</p> <p>Pluies courantes</p>
--	---	---

		<p>Tout aménagement ou construction doit favoriser l'infiltration et/ou l'évaporation et l'évapotranspiration des pluies courantes, en mettant en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des surfaces perméables et/ou végétalisées : maintien en pleine terre, toitures végétalisées, voies carrossables végétalisées ou perméables, parkings végétalisés ou perméables, cheminements piétons, terrasses et cours perméables ; - pour les surfaces imperméabilisées, une rétention d'une capacité au moins égale à 15 litres/m² de surface imperméabilisée, en vue de l'infiltration et/ou évaporation et évapotranspiration des pluies courantes ; seront exclusivement utilisées des solutions de faible profondeur, de type espaces verts « en creux », noues, tranchées d'infiltration et jardins de pluie, permettant d'optimiser la filtration par les sols et privilégiant les dispositifs à ciel ouvert. <p>Pluies moyennes à fortes</p> <p>Tout nouvel aménagement ou construction doit assurer la maîtrise des écoulements d'eaux pluviales générés par les pluies moyennes à fortes, par rétention temporaire et infiltration et/ou rejet à débit contrôlé, en respectant les règles imposées en termes de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - débit de rejet maximal autorisé (cf. zonage cartographié spécifique), - période de retour d'insuffisance minimale à assurer (cf. zonage cartographié spécifique) <p>L'infiltration doit être la première solution recherchée.</p> <p>Les solutions retenues doivent, dans un souci d'efficacité et de pérennité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - assurer le fonctionnement gravitaire des dispositifs ;
--	--	--

		<ul style="list-style-type: none"> - permettre un contrôle aisé des dispositifs qui doivent être totalement accessibles ; si le dispositif est enterré, un accès spécifique et sécurisé doit être prévu ; - proscrire le raccordement des surverses des dispositifs de gestion aux ouvrages de collecte publics enterrés, pour ne pas surcharger le réseau public. <p>Pluies exceptionnelles</p> <p>Tout nouvel aménagement ou construction doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - anticiper les conséquences potentielles des pluies exceptionnelles, qui dépasseront la période de retour d'insuffisance des dispositifs mis en œuvre et provoqueront leur débordement ; - faire en sorte que ces débordements se fassent selon le « parcours à moindre dommage », pour le projet lui-même et pour les enjeux (personnes et biens) existants à l'aval. <p>Puits d'infiltration</p> <p>Les puits d'infiltration sont interdits pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la gestion des eaux de voirie (pour lesquelles seront privilégiées des solutions diffuses et à faible profondeur assurant un meilleur abattement des polluants), - la gestion des pluies courantes, - n'importe quel usage situé dans les zones particulières de protection de la nappe phréatique. <p>En dehors de ces cas de figure, les puits d'infiltration peuvent être envisagés à condition que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un dispositif de faible profondeur permette d'infiltrer et filtrer les pluies courantes en amont, - soit conservée une épaisseur minimale d'un mètre de zone non-saturée entre le fond du puits et le toit de la nappe,
--	--	---

		<ul style="list-style-type: none"> - soit évitée l'utilisation de tout produit toxique pour l'entretien des toitures connectées. <p>Prescriptions particulières</p> <p>Selon la nature et le contexte du projet, des précautions particulières seront prises pour les problématiques d'infiltration, de prévention des risques de pollution et de préservation des zones humides.</p> <p>Il est renvoyé au zonage eaux pluviales annexé au règlement du PLU s'agissant des règles et recommandations opposables dans ces hypothèses.</p>
--	--	--

→ **Ces modifications ne modifient en rien l'économie générale du projet. Il s'agit d'adaptation permettant d'améliorer la qualité de lecture, de compréhension et d'application du règlement écrit.**

1.2. MODIFICATION DU REGLEMENT GRAPHIQUE

Le règlement graphique est modifié pour prendre en compte :

- **une erreur de classement d'un tènement à proximité des voies SNCF** classé initialement en Uer pour le classer en UAc ;
- **l'évolution de la réflexion sur le secteur de Longchamp** en adaptant le zonage.

1.2.1. Modification de zonage à la suite d'une erreur de classement

Les bâtis cadastrés en parcelles section OF numéro 3054 en partie, 3082 et 3081 n'apparaissaient au cadastre lors de l'élaboration du PLU approuvé en 2020. Il s'agit d'une maison de garde barrière à proximité directe des voies SNCF qui ont été classées à ce moment-là en secteur Uer, secteur correspondant aux infrastructures de transports structurants (voie ferrée, A41).



Source : googlemap 2021

Cette maison a été sortie de l'emprise et du domaine public de la SNCF depuis plus de 5 ans. Il s'agit de **régulariser le classement de l'habitation existante et de la classer en Uac**, secteur correspondant au centre-bourg. **La superficie qui sera classée en Uac est de 379 m².**



Extrait du plan de zonage du PLU AVANT



Extrait du plan de zonage du PLU APRES

→ **Le changement de classement de ce secteur ne remet pas en question l'économie générale du projet.**

1.2.2. Evolution du secteur de Longchamp

Le projet de centre départementale du CERD qui a conduit au classement en secteur Ue, secteur d'équipements structurants, des parcelles cadastrées section OD numéro 2528, 495, 2383, 496, 1568, 1848, 499 et 1109 soit une superficie de 16 702 m² lors de l'élaboration du PLU est **abandonné**.



Source : googlemap2021

La volonté des élus est de pouvoir **apporter des réponses aux professionnels qui cherchent du foncier, assurer le maintien et le développement des activités pourvoyeuses d'emploi et d'optimiser ce tènement pour conforter la zone économique par un classement en Uxa**, secteur urbain spécialisé correspondant aux activités économiques à dominante artisanale.

Le centre de secours reste en secteur Ue tandis que les parcelles cadastrées section OD numéro 3082, 3081, 495, 1568, 1848, 499 et 1109 en totalité et 2528, 2383 et 496 en partie sont classées en Uxa.

Le secteur Ue est désormais de 6 391 m² et la zone Uxa de 10 311 m².

Lors de l'auto-évaluation environnementale, un espace boisé classé a été mis en lumière le long de la Fillière. Il est proposé de **classer ce boisement en EBC afin de le préserver**. L'objectif des élus est de préserver les boisements par les EBC, **stratégie qui répond aux enjeux environnementaux** pour les boisements accompagnant les cours d'eau. Ainsi, la servitude garantie le maintien de boisements mais aussi leur entretien.



Extrait du plan de zonage du PLU AVANT



Extrait du plan de zonage du PLU APRES

- Le changement de zonage permet d'accompagner l'optimisation du foncier économique, d'accueillir de nouvelles activités économiques à dominante artisanale et d'assurer la préservation des sensibilités environnementales. Il ne remet pas en question l'économie générale du projet.

1.3. CREATION D'ORIENTATION D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION SECTORIELLE N° 12

Les orientations d'aménagement et de programmation envisagées ont pour but :

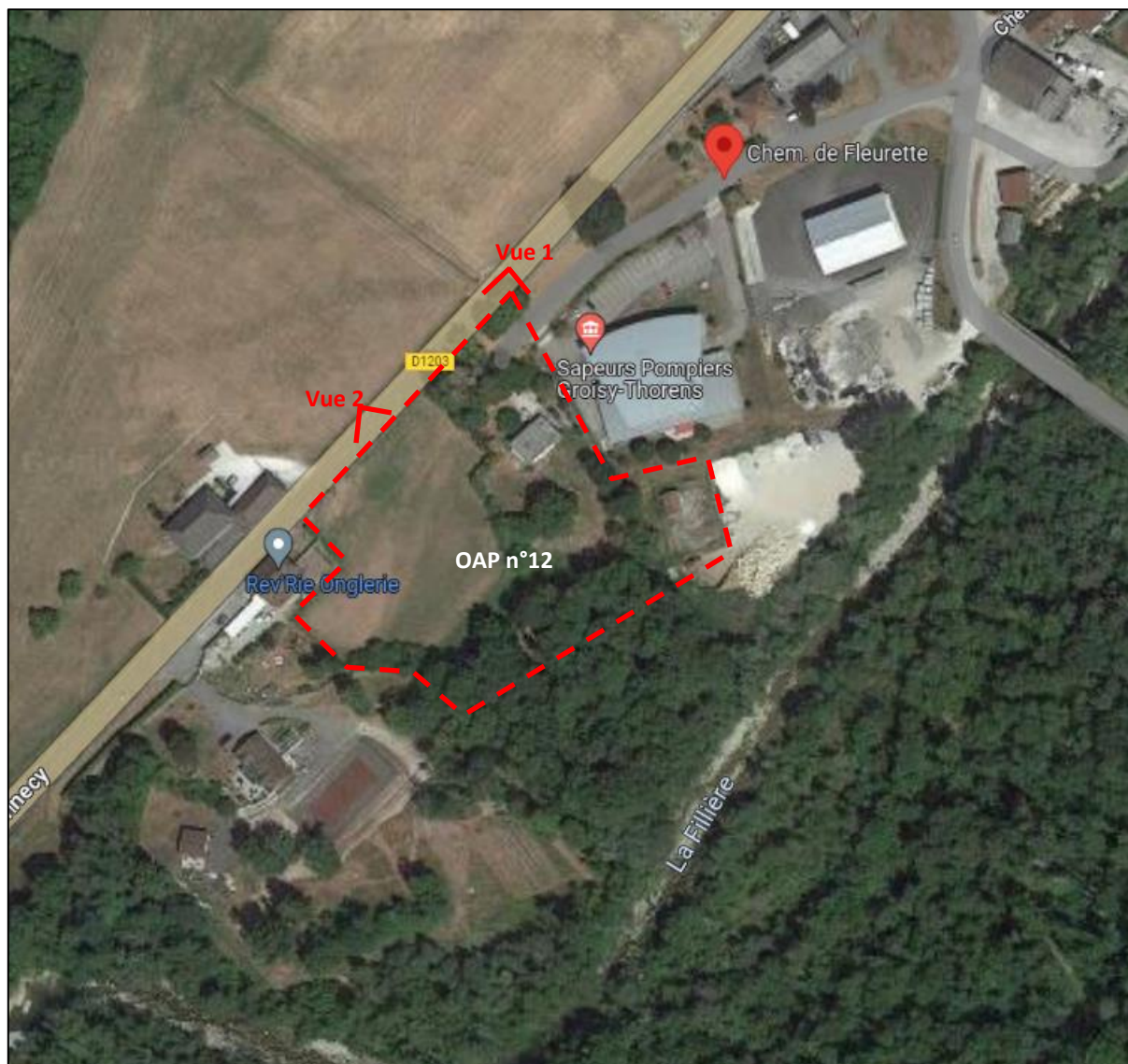
- d'organiser l'urbanisation des potentiels les plus importants en surface
- d'organiser l'urbanisation des potentiels stratégiques dans l'organisation territoriale, notamment au centre-bourg et au Chef-lieu
- d'assurer la bonne intégration paysagère des nouvelles constructions dans le tissu bâti.
- d'assurer la densification de l'urbanisation par l'exigence de densité-cible
- de donner les prescriptions en matière de densification de parcelles déjà bâties

→ **L'objectif de la procédure est de créer une nouvelle orientation d'aménagement et de programmation (OAP) n° 12 afin d'organiser l'urbanisation d'un potentiel important en surface et d'assurer la prise en compte de l'environnement.**

L'OAP n°12 / secteur Uxa / Longchamp

Ce secteur se trouve dans la continuité du centre de secours de Thorens-Groisy, le long de la route d'Annecy, intégrant une habitation.

Le secteur est desservi par le chemin des Fleurette.



Localisation du site

Vue 1



Vue 2



Le secteur n'était pas couvert par une OAP initialement. La commune avait identifié ce site pour le projet de centre départementale du CERD. Ce projet est abandonné.

Les élus ont identifié ce site **pour conforter l'offre économique à dominante artisanale en compatibilité avec les objectifs du SCoT.**

Une OAP est créée pour accompagner l'aménagement du site tout en préservant les sensibilités environnementales en présence.

Le secteur concerné par l'OAP est de 10 311 m².

L'objectif de l'OAP est de :

- flécher l'accès entrée/sortie par le chemin de la Fleurette,
- localiser le projet de piste cyclable porté par Grand Annecy,
- repérer les arbres isolés,
- repérer la zone humide,
- repérer la forêt alluviale.

OAP n°12 / SECTEUR Uxa / « Longchamp »

SCHÉMA DE PRINCIPE D'AMÉNAGEMENT DE LA ZONE

Nota : la représentation graphique est donnée à titre illustratif uniquement des principes d'aménagement décrits ci-après.



CONDITIONS D'AMÉNAGEMENT DE LA ZONE

/

PRESCRIPTIONS D'AMÉNAGEMENT GÉNÉRAL À RESPECTER

La règle applicable à la zone est celle du secteur Uxa.

Les aménagements pourront faire l'objet le cas échéant d'une majoration de la Taxe d'Aménagement ou de tout autre dispositif de fiscalité.

Respect des annexes « eaux pluviales ».

OAP n°12 / SECTEUR Uxa / « Longchamp »

PRINCIPES D'AMÉNAGEMENT

ACCESSIBILITÉ ET DÉPLACEMENTS

Concernant le secteur Uxa:

-  - Un accès en entrée et sortie par le chemin des fleurettes sera autorisé.
- Les stationnements liés au projet seront assurés au sein du secteur.



- Une piste cyclable sécurisée sera aménagée.

NATURE ET CARACTÉRISTIQUE DES CONSTRUCTIONS



- Les bâtiments à implanter sont liés au confortement de l'activité économique à dominante artisanale

TRAITEMENT PAYSAGER ET ESPACES LIBRES



- Forêt alluviale relictuelle de la Fillière à préserver.



- L'abattage des arbres matures repérés (les arbres matures sont des climatiseurs naturels) à éviter afin de maintenir un îlot de fraîcheur plutôt que de planter de jeunes plants parce que les jeunes plants plantés ont un effet atténuant thermique très différé et présente une mortalité élevée



- Haie à préserver



- Zone humide à préserver

→ **L'économie générale du projet est maintenue et ne remettent pas en question le dimensionnement du PLU.**

Tableau des surfaces AVANT/APRES

ZONES	SURFACES (ha)		EVOLUTION
	<u>AVANT</u> MODIFICATION	<u>APRES</u> MODIFICATION	
Uav	6,78	6,78	
Uac	9,80	9,80	+0,03
Ub	73,59	73,59	
Uc	65,25	65,25	
Uxa	14,14	15,17	+1,03
Uxc	3 ,55	3 ,55	
Uxl	2,82	2,82	
Ue	19,41	18,38	-1,03
Uer	63,71	63,67	-0,03
Sous-total	259,06	259,06	
1AU	4,39	4,39	
2AU	0 ,85	0 ,85	
Sous-total	5,24	5,24	
A	1254 ,31	1254,31	
Sous-total	1254 ,31	1254,31	
N	616,23	616,23	
Sous-total	616,23	616,23	
Total	2134,83	2134,83	
<i>Dont EBC</i>	<i>409.8</i>	<i>409.92</i>	<i>+0.12</i>

2.Exposé

2.1 LES CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU PLU

2.1.1. Document d'urbanisme en vigueur

Le Plan Local d'Urbanisme de Groisy a été approuvé le 20 février 2020. Le PLU n'a pas évolué depuis hormis de mise à jour.

2.1.2. Choix de la procédure

La présente modification n°1 du PLU s'inscrit dans le champ d'application de l'article L.153- 41 du Code de l'Urbanisme.

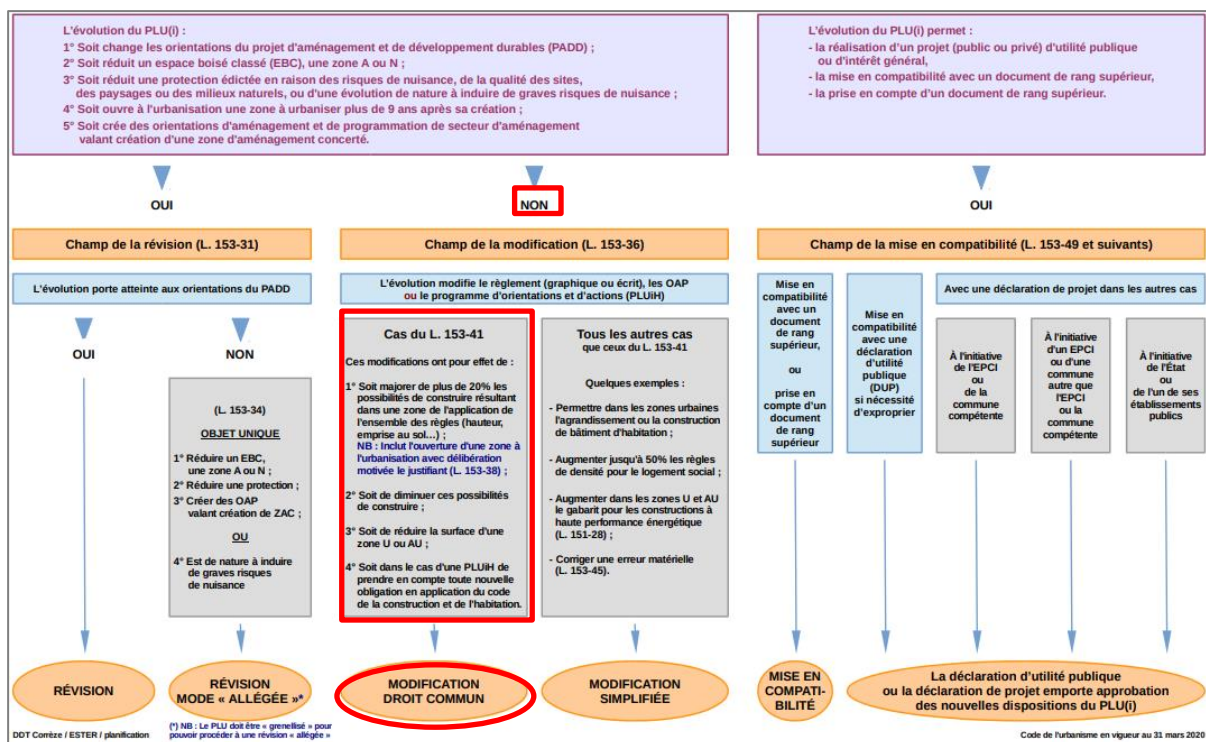
Ainsi, les dispositions proposées respectent strictement les conditions fixées pour la réalisation d'une modification de droit commun du document d'urbanisme, à savoir qu'elles :

- **Ne portent pas atteinte à l'économie du plan ;**
- **N'ont pas pour effet de changer les orientations définies dans le PADD,**
- **Ne réduisent pas un espace boisé classé (EBC), une zone agricole ou une zone naturelle et forestière;**
- **Ne réduisent pas une protection édictée en raison des risques de nuisances, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou ne présentent pas une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ;**
- **N'ouvrent pas à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les six ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier ;**
- **Ne créent pas des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté.**

Ces différents points font entrer la procédure dans le cadre d'une modification (L 153-36), mais celle-ci est également « Dans les autres cas que ceux mentionnés à l'article L. 153-41[...] » puisqu'elle :

- **Ne majore pas de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan;**
- **Ne diminue pas ces possibilités de construire ;**
- **Ne réduit pas la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;**

→ **Les dispositions proposées modifient le règlement écrit et graphique et créent une orientation d'aménagement et de programmation supplémentaire et relèvent du champ de la modification codifiée aux articles L153-36 et L153-41 du CU.**



La procédure a été engagée à l'initiative de Madame la Présidente du Grand Annecy qui a établi le projet de modification par arrêté.

Les articles L153-40 et suivants du CU précisent que :

« Avant l'ouverture de l'enquête publique, le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire *notifie le projet de modification aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9.*

Le projet est également notifié au maire de la commune concernée par la modification.

A l'issue de l'enquête publique, ce projet, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire, est approuvé par délibération de l'organe délibérant du conseil communautaire. ».

Il est précisé que la procédure fait l'objet d'un examen au cas par cas préalable à l'évaluation environnementale d'un document d'urbanisme envoyé le xx/02/2024 n° d'enregistrement : 2024-ARA-KKUPP-xxxx.

2.2. CONFORTEMENT DES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS DEFINIES PAR LE PADD

En prenant en compte les enjeux majeurs issus du diagnostic territorial, les élus ont défini les priorités qui ont guidé l'élaboration du PADD :

- Renforcer l'identité urbaine du centre-bourg, support de lien social, notamment en accompagnant la densification en assurant la réalisation de volumétries adaptées au contexte communal.
- Favoriser l'accueil de jeunes ménages
- Modérer la consommation de foncier
- Conforter le pôle gare.
- Assurer une capacité d'accueil en cohérence avec les capacités des équipements publics et notamment le groupe scolaire.

- Mettre en place d'une stratégie générale de gestion des déplacements piétonniers et cycles.
- Développer l'activité en profitant de la vitrine et de l'accessibilité offerte par la RD1201.
- Soutenir l'implantation de commerces et de services dans les polarités urbaines.
- Sécuriser une activité agricole pérenne.
- Promouvoir le tourisme de proximité
- Protéger et mettre en valeur les respirations paysagères au travers d'une trame verte et bleue support du parti d'aménagement.
- Viser un développement limitant les consommations énergétiques.

Ces priorités affichées par la Municipalité permettront d'aboutir, **dans le cadre d'une démarche de concertation avec les habitants, à la définition d'orientations pour un projet commun à l'horizon 2030.**

Le PADD s'articule autour de trois axes :

AXE N°1 : PRÉSERVER LE CADRE DE VIE

AXE N°2 : ANTICIPER ET RÉPONDRE AUX BESOINS DE LA POPULATION ACTUELLE ET FUTURE

AXE N°3 : ASSURER LA PRÉSENCE DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

Les modifications apportées au volet réglementaire et la création de l'OAP ont pour objectifs de favoriser les projets et participent à la traduction des orientations suivantes :

AXE N°1 : PRÉSERVER LE CADRE DE VIE

Orientation 4 Préserver l'armature écologique du territoire au travers de la prise en compte de la trame verte et bleue du territoire.

Orientation 5 Maîtriser et réduire les sources de pollution et les risques naturels

- *La présente procédure participe à la mise en œuvre de ces orientations en :*
- *préservant les réservoirs de biodiversité par le repérage de la zone humide et des arbres remarquables dans l'OAP n°12.*
 - *poursuivant la politique visant le bon état écologique de la Fillière en protégeant la forêt alluviale. Ce classement en EBC permet de conserver les boisements accompagnant les cours d'eau, puisqu'ils relèvent d'enjeux écologiques.*
 - *Mettant en compatibilité le règlement écrit avec les annexes sanitaires sur la question des eaux pluviales.*

AXE N°2 : ANTICIPER ET RÉPONDRE AUX BESOINS DE LA POPULATION ACTUELLE ET FUTURE

Orientation 4 Construire un projet à l'échelle des déplacements piétons/cycles et développer de nouvelles formes de mobilité.

→ *La présente procédure participe à la mise en œuvre de cette orientation en facilitant les perméabilités cycles par la prise en compte du projet de piste cyclable porté par Grand Annecy.*

AXE N°3 : ASSURER LA PRÉSENCE DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

Orientation 2 Conforter le rôle commercial mais aussi artisanal du Plot-Longchamps.

Orientation 3 Assurer des conditions favorables aux développement des activités sur le territoire communal

- *La présente procédure participe à la mise en œuvre de ces orientations en :*
- *classant en Uxa du foncier en extension de la zone artisanale actuelle.;*
 - *en optimisant le foncier mobilisé en réduisant les distances d'implantation par rapport à la route départementale et en augmentant les hauteurs en Uxa.*

L'objectif est d'être en capacité d'offrir des solutions aux activités artisanales non compatibles avec l'habitat.

→ **L'ensemble des modifications conforte ces orientations et ne remet pas en question les orientations du PADD.**

Le PADD du PLUI HMB du Grand Annecy a été débattu durant l'élaboration de la présente modification. Celui-ci repose sur trois grands axes :

Axe1 : Apaiser notre territoire : créer les conditions d'un aménagement et d'un développement soutenable.

Orientation 1 : répondre aux besoins des ménages et aux enjeux des transitions nécessaires.

Orientation 2 : renforcer et intensifier les pôles urbains et les proximités pour organiser l'agglomération du quart d'heure et l'irriguer par une mobilité multimodale.

Axe2 : Ancrer nos modes d'aménagement et de développement dans un cycle sobre et vertueux pour préserver nos ressources à long terme.

Orientation 3 : Réduire fortement la consommation foncière pour atteindre le ZAN à l'horizon 2050

Orientation 4 : Préserver les sols naturels, agricoles et forestiers

Orientation 5 : Préserver et valoriser les trames verte, bleue et noire dans et hors espaces urbanisés

Orientation 6 : Cycle de l'eau

Orientation 7 : Préserver et valoriser la richesse et la diversité des paysages et patrimoines, remarquables comme ordinaires

Orientation 8 : Assurer un développement répondant aux enjeux des transitions énergétique et écologique

Orientation 9 : Prendre en compte les risques dans les choix de développement et protéger la population des risques et nuisances

Axe 3 : Piloter un développement économique, agricole et touristique responsable et durable

Orientation 10 : Renforcer la diversité des modes d'accueil des entreprises et des emplois

Orientation 11 : Accompagner le parcours résidentiel des entreprises

Orientation 12 : Adapter l'offre commerciale à l'évolution des modes de consommation

Orientation 13 : Assurer la pérennité du potentiel de production agricole et valoriser la production forestière

Orientation 14 : Améliorer les qualités d'accueil d'un tourisme responsable, qui régule mieux ses activités et la fréquentation du territoire

Orientation 15 : Poursuivre le déploiement de l'enseignement supérieur et de la recherche

→ **L'objectif tout du long de l'élaboration de cette modification du PLU de Groisy a été de vérifier que les évolutions du volet règlementaire et des OAP soient compatibles avec les orientations du PADD du PLUI HMB afin d'assurer la cohérence entre ces deux documents.**

Les modifications apportées au PLU ne remettent pas en question le projet porté à l'échelle du territoire du Grand Annecy notamment les orientations suivantes :

- Organiser l'agglomération du quart d'heure et des proximités
- Développer une mobilité multimodale favorisant les modes alternatifs tout en garantissant la sobriété foncière
- Préserver les différentes trames écologiques du territoire et garantir leur bon fonctionnement
- Maintenir et favoriser l'imbrication des milieux naturels supports de biodiversité avec les espaces urbanisés (ex : ripisylves, Thiou, Fier, Cheran Fillière, Vieran...)
- Préserver rigoureusement les rivières les milieux humides et les nappes phréatiques espaces clefs de la dimension bioclimatique
- Localisation préférentielle et cohérente des activités économiques
- Optimiser la stratégie foncière de développement de l'économie productive locale avec en priorité la requalification et le renouvellement des zones d'activités et la rationalisation du foncier en appliquant les principes de sobriété foncière

3. Prise en compte des documents supra-communaux

Il s'agit ici de s'assurer de la bonne articulation de la modification du PLU avec les plans et programmes supra-communaux avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte.

Les orientations du PLUi sont croisées avec les orientations environnementales des plans et programmes suivants :

- Le SDAGE Rhône Méditerranée (objectif de compatibilité)
- Le SCOT du bassin annecien (objectif de compatibilité)
- Le SRCE (objectif de prise en compte)
- Le SRCAE (objectif de prise en compte)

→ **Les modifications apportées au PLU sont cohérentes avec l'ensemble des orientations du PLU et les orientations de ces documents.**

3.1. COMPATIBILITE DU PLU AVEC LE SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SDAGE) DU BASSIN RHONE-MEDITERRANEE

Le SDAGE (schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux) 2022/2027 fixe la stratégie pour l'atteinte du bon état des milieux aquatiques en 2027.

Les orientations portent sur :

- S'adapter aux changements climatiques
- Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité Concrétiser la mise en œuvre du principe de non-dégradation des milieux aquatiques
- Prendre en compte les enjeux sociaux et économiques des politiques de l'eau
- Renforcer la gouvernance locale de l'eau pour assurer une gestion intégrée des enjeux
- Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection pour la santé,
- Préserver et restaurer le fonctionnement des milieux aquatiques et des zones humides
- Atteindre et préserver l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir
- Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement des milieux aquatiques.

La modification du PLU de Groisy ne remet pas en question la compatibilité du projet avec les orientations fondamentales du SDAGE en matière de gestion équilibrée de la ressource en eau et des objectifs de qualité et de quantité. La compatibilité des objectifs du SDAGE lors de l'élaboration du PLU a été démontrée (p 271 à 275 du rapport de présentation).

→ **La présente modification impose une gestion des eaux pluviales et non une évacuation conformément au zonage de gestion des eaux pluviales.**

3.2. COMPATIBILITE DU PLU IH AVEC LE SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE (SCOT) DU BASSIN ANNECIEN

Le Schéma de Cohérence Territoriale du Bassin Annécien est en vigueur depuis 2014. Il est en cours de révision et définira les nouvelles orientations à l'horizon 2025.

La compatibilité avec les orientations du SCOT lors de l'élaboration du PLU a été démontrée (p 276 à 280 du rapport de présentation).

Le SCOT du Bassin Annécien affiche dans ses objectifs :

- **Préserver et valoriser les paysages, les milieux naturels et les terres agricoles au travers de la carte de trame écologique.**

Le classement en EBC de la forêt alluviale, le repérage des arbres remarquables, de la zone humide et de la forêt alluviale dans l'OAP n°12 renforce cet objectif.

- **Sécuriser la gestion de l'eau en améliorant la qualité des eaux superficielles et souterraine par l'assainissement**

La mise en compatibilité du règlement écrit avec les annexes sanitaire permet de :

- généraliser une gestion raisonnée des eaux pluviales qui privilégie la rétention/infiltration, pour limiter les rejets directs au réseau hydrographique,
- d'intégrer la prise en compte des enjeux liés au ruissellement dans les logiques

d'aménagement pour assurer la protection des personnes et des biens et limiter l'impact des rejets sur la qualité et la fonctionnalité des milieux naturels.

Une des recommandations du SCOT était de réaliser un schéma de gestion des eaux pluviales à l'échelle du bassin versant du SCOT.

Le SCOT du Bassin Annécien affiche dans ses orientations du DOO :

- **Favoriser la qualité et la densification des zones d'activités économiques :**

- Veiller à la qualité des ZAE en prenant en compte notamment les critères de fonctionnalité et de qualité urbaine, d'intégration paysagère et environnementale, de performance énergétique et de raccordement au meilleur standard en TIC.

- Limiter les extensions des zones d'activités d'intérêt local à 2 ha maximum.

- Planter prioritairement les activités compatibles avec l'habitat et générant peu de nuisances au sein du tissu urbain existant et à venir.

L'OAP et les évolutions réglementaires permettent d'accompagner l'aménagement du secteur en tenant compte :

- de la localisation en secteur déjà classé urbanisé en continuité du secteur Uxa existant,
- d'un accès existant,
- du projet d'aménagement d'une piste cyclable par Grand Annecy,
- des enjeux environnementaux et paysagers (repérage de la zone humide, d'arbres remarquables et de la forêt alluviale)

La procédure de modification ne concerne pas les autres orientations générales du SCOT.

→ **La présente modification est compatible avec le SCOT puisqu'elle intègre les prescriptions du schéma d'eaux pluviales du Grand Annecy et permet d'accueillir des activités économiques dans un espace dédié urbanisé.**

3.3. PRISE EN COMPTE DU SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE (SRCE)

Le SRCE de Rhône-Alpes a été approuvé le 19 juillet 2014.

Le corridor écologique (corridor fuseau à restaurer) identifié sur la commune occupe de vastes espaces naturels et agricoles classés en zone naturelle et agricole au projet de PLU, assortie d'une trame L151-23 au titre des continuités écologiques.

La prise en compte des objectifs du SRCE lors de l'élaboration du PLU a été démontrée (p 280 à 283 du rapport de présentation).

→ **Le projet de modification affiche un nouvel EBC sur le secteur de Longchamp et prend donc en compte le SRCE.**

3.4. PRISE EN COMPTE DU SCHEMA REGIONAL CLIMAT-AIR-ENERGIE (SRCAE)

Le Plan Climat Energie (PCET) a été adopté en avril 2014, il formalise à l'échelle du département de la Haute-Savoie la stratégie et le plan d'actions pour le climat en s'intégrant aux autres réflexions environnementales et de développement durable.

Le Schéma régional Climat-Air-Energie (SRCAE) a été approuvé le 24 avril 2014 à l'échelle de la région Rhône-Alpes, il définit les orientations et les objectifs en matière de réduction des gaz à effet de serre, de lutte contre la pollution atmosphérique, de développement des filières d'énergies renouvelables et d'adaptation aux changements climatiques.

La modification du PLU de Groisy ne remet pas en question la prise en compte des thématiques environnementales liées au climat, à la qualité de l'air et aux économies d'énergie. La prise en compte des objectifs du SRCAE lors de l'élaboration du PLU a été démontrée (p 283 à 286 du rapport de présentation).

→ **Le projet de modification prend en compte le SRCAE.**

4. Pièces modifiées

Documents écrits:

- Orientations d'aménagement et de Programmation (OAP)
- Règlement écrit
- Règlement graphique

Les pièces complètes modifiées seront fournies lors du dossier d'approbation.